

SOCIAL ■ Des agents des finances publiques se sont rassemblés hier à Saint-Florentin devant la perception

Mobilisation pour les petites trésoreries

Plusieurs centres des finances publiques sont restés fermés hier. Leurs agents refusent la disparition des perceptions dans les petites villes icaunaises.

Pierre-Emmanuel Erard

pierre-emmanuel.erard@centrefrance.com

Vingt-cinq personnes, pour la plupart des agents des finances publiques, se sont rassemblées devant la trésorerie de Saint-Florentin, hier matin, pour « sensibiliser la population à la fermeture prochaine de cette agence et de celles de Charny, Migennes, Pont-sur-Yonne, Saint-Fargeau, Tonnerre, Toucy, Villeneuve-l'Archevêque », explique Nadine Roger de Solidaires finances publiques. Les centres des impôts d'Avallon, Joigny et Tonnerre fermeront également. « Les services publics de proximité sont en danger. »

Plusieurs centres fermés lundi

« La mobilisation a entraîné la fermeture des centres d'Avallon (celui de la rue des Moreaux et celui de l'hôpital), Joigny, Saint-Fargeau, Sens, Ton-



TRACTAGE. Des manifestants ont rencontré des usagers au marché de Saint-Florentin, hier, pour leur faire signer une pétition contre la fermeture de la perception. PHOTO P.-E. E.

nerre et Toucy », indique-t-elle.

Avec le nouveau projet, « la perception et le recouvrement se feront à Auxerre, Avallon, Chablis, Joigny et Sens à l'horizon 2023 », explique Caroline Germain (CGT finances publiques). Le calcul de l'im-

pôt, quant à lui, serait effectué à Auxerre et Sens. »

Dans les autres communes, l'administration fiscale serait représentée par les Maisons France services (MFS) et les maisons des services au public (MSAP) « voire les buralis-

tes travaillant avec la Française des jeux qui pourront encaisser tous les impôts, continue-t-elle. Ce ne sera pas le même service. Le personnel aura une formation basique et ne pourra pas donner de renseignements très précis. » ■

« L'objectif : doubler le nombre de services de proximité »

Pour le directeur général des finances publiques de l'Yonne, Paul Yunta, la réforme entraînera « un service public de meilleure qualité. »

« La plupart des trésoreries du département ont vocation à devenir des Maisons France service (MFS) ou des maisons de services au public (MSAP) », reconnaît Paul Yunta.

« Un même service pour les usagers »

« Mais pour le moment, aucune décision n'a été prise, nous sommes dans une phase de concertation », assure-t-il. Le directeur de la DG-FIP dit « comprendre les inquiétudes », mais veut « rassurer » quant à l'avenir des trésoreries dans l'Yonne.

« On a besoin de services de proximité dans le département. L'objectif est de multiplier par deux les accueils de proximité », explique-t-il, en affirmant qu'il s'agira « d'accueils pérennes avec la présence physique, dans la plupart du temps, des agents de la DGFIP »

À terme, l'Yonne devrait compter vingt-huit accueils de proximité, « où les usagers se verront offrir le même service que dans les quinze trésoreries actuelles », garantit Paul Yunta.

S'agissant des suppressions de postes annoncées, il confirme qu'elles vont se poursuivre, mais que le rythme de suppression d'emplois sera inférieur à ce qu'il a été jusqu'à présent. « Il y aura 30 % de suppression de postes en moins comparé à ce qui s'est fait au cours des dix dernières années », assure-t-il. ■